



INFORMATIONS IMPORTANTES À L'ATTENTION DES TITULAIRES DE POLICE, COURTIERS, INTERMÉDIAIRES, AGENTS ET MANDATAIRES CONCERNANT ELITE INSURANCE LIMITED – EN COURS D'ADMINISTRATION.

11 décembre 2019

Madame, Monsieur,

Elite - En administration (« Elite » ou « la Société »)

Nous vous écrivons pour confirmer que nous, Edgar Lavarello et Dan Schwarzmann, avons été nommés Administrateurs conjoints d'Elite par la Cour suprême de Gibraltar le 11 décembre 2019 en vertu des sections 45(a) et 59(2) de la Loi de 2011 sur l'insolvabilité (Insolvency Act) (les "Administrateurs").

Cette lettre est envoyée aux titulaires de police qui ont déposé une réclamation auprès de la Compagnie, qui n'a pas encore fait l'objet d'un accord, ou qui ont une réclamation non payée ayant fait l'objet d'un accord, dans les deux cas où la Compagnie a des coordonnées. Cette lettre est également envoyée à tous les courtiers, intermédiaires, agents mandataires qui ont fait affaire avec Elite. Les courtiers, intermédiaires, agents et mandataires sont tenus d'envoyer cette lettre à tous leurs clients ayant, ou susceptibles d'avoir des réclamations à l'encontre d'Elite.

Contexte

Elite a été établi à Gibraltar en 2004 et offre des produits d'assurance à la fois sur les marchés commerciaux et de détail en Europe. Elite a été autorisée à exercer des activités en Belgique, en France, en Allemagne, en Grèce, en Irlande, au Luxembourg, à Malte, aux Pays-Bas, en Norvège, au Portugal, en Roumanie, en Espagne et au Royaume-Uni. Elite a également été autorisée à mener des activités commerciales par l'exploitation de succursales en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni.

La Société était spécialiste dans l'assurance des frais juridiques a posteriori et disposait également d'une large gamme de contrats d'assurance, notamment la construction française, le cautionnement italien et espagnol, le secteur automobile grec, irlandais et britannique ainsi que les garanties d'indemnisation, d'animaux domestiques et de garantie britannique. Une majorité importante des activités d'assurance souscrites par Elite a été réassurée par CBL Insurance Limited (« CBL »).

Le 4 juillet 2017, Elite a cessé d'être autorisé à conclure de nouveaux contrats d'assurance ou à renouveler des contrats d'assurance existants. En janvier 2018, Armor Group Limited (« Armor »), un fournisseur spécialisé en run-off, a acquis Elite.

En novembre 2018, CBL est entré en liquidation et cette affaire, ainsi que la détérioration continue de réserve subie dans un certain nombre de lignes commerciales ainsi que des problèmes avec les recouvrements de certaines bases des actifs, a conduit à l'insolvabilité du bilan de la Société.

*PricewaterhouseCoopers LLP, 7 More London Riverside, London SE1 2RT
T: +44 (0) 20 7583 5000, F: +44 (0) 20 7212 7500, www.pwc.co.uk*

Administration

Conformément à la Loi de 2011 sur l'insolvabilité à Gibraltar (Gibraltar Insolvency Act) (la « Loi »), l'Administration d'Elite a pour effet de transmettre la gestion et le contrôle de la société aux administrateurs judiciaires indépendants. Les Administrateurs doivent exécuter leurs fonctions dans le but de :

- (a) secourir la société en tant qu'entreprise en activité ; ou
- (b) obtenir un résultat plus favorable pour les créanciers de la société dans son ensemble qu'il n'aurait été dans l'hypothèse où la société était dissoute (sans Administration préalable) ; ou
- (c) réaliser les actifs de la société pour payer un dividende à des créanciers garantis ou privilégiés.

La réalisation d'une Ordonnance d'administration impose un moratoire et restreint les droits des créanciers de plusieurs manières, par exemple, le droit de démarrer ou de poursuivre des poursuites judiciaires à l'encontre de la Société.

Premières étapes

Suite à notre nomination en tant qu'Administrateurs, nous avons :

- a) Conservé Armour pour nous assurer que la conduite de la liquidation reste ordonnée avec un minimum de perturbations pour les créanciers ;
- b) Garanti les actifs en espèces et les investissements d'Elite et les avons placés sous notre contrôle ; et
- c) Interagi avec le Mécanisme d'indemnisation en matière de services financiers (Financial Services Compensation Scheme, « FSCS ») au Royaume-Uni pour discuter de toute compensation à la disposition des titulaires de police au Royaume-Uni et avons commencé l'analyse de la protection potentielle des titulaires de police de la Société dans d'autres juridictions européennes.

Contrats d'assurance

Conformément à l'article 158(1), des services financiers (Sociétés d'assurances) (directive Solvabilité II), les administrateurs n'ont établi les effets de l'administration sur aucun des contrats d'assurance, car cela dépendra de leurs conditions. Les titulaires de police devront se renseigner auprès de leurs conseillers à cet égard. De plus, les Administrateurs n'ont pas pris de mesures pour résilier ou chercher à modifier les conditions de tout contrat d'assurance. Les créanciers doivent noter qu'il n'y a actuellement aucune limite de temps pour déposer une réclamation aux fins de toute distribution dans l'administration. Les titulaires de police devraient continuer de déposer des réclamations selon la méthode usuelle et respecter les conditions contractuelles appropriées de leurs contrats d'assurance.

Contrats de réassurance

Les Administrateurs n'ont pas pris de mesures pour résilier ou chercher à modifier les conditions de tout contrat d'assurance.



Créanciers privilégiés et garantis

Les administrateurs n'ont également connaissance d'aucun créancier privilégié ou garanti. Veuillez contacter les administrateurs si vous pensez avoir une réclamation privilégiée ou sécurisée.

Accord de réclamations

De manière générale, le processus d'acceptation des réclamations demeurera le même qu'avant notre nomination. À ce titre, les titulaires de police, courtiers, intermédiaires, agents et mandataires sont priés de continuer d'envoyer des correspondances sur des réclamations individuelles ou d'autres questions aux bureaux d'Elite à l'adresse indiquée à la fin de cette lettre.

Montants dus aux créanciers

Veuillez envoyer une copie de la déclaration de réclamation ci-jointe en indiquant le montant qui vous est dû au 11 décembre 2019 à Armour à l'adresse indiquée à la fin de cette lettre. Cela permettra d'assurer que votre réclamation soit reflétée dans l'Énoncé des affaires, que les Administrateurs doivent préparer.

À l'heure actuelle, il n'est pas possible de prévoir la proportion des réclamations convenues de chaque titulaire de police qui seront finalement payées par la Société.

Régimes de compensation

Après les interactions des Administrateurs avec le FSCS, le FSCS s'attend à protéger la plupart des titulaires de police britanniques, sous réserve de leurs règles d'admissibilité. Pour une Assurance obligatoire au Royaume-Uni, par exemple, une assurance automobile tierce et la responsabilité de l'employeur, le FSCS assumera pleinement la responsabilité d'Elite pour les réclamations. Pour toute autre assurance, une couverture d'exception sera fixée à 90 % de la responsabilité d'Elite. Il s'agit d'une condition de réception de la compensation que le FSCS accorde aux droits du titulaire de police contre Elite. Les titulaires de police devront supporter les 10 % non couverts par le FSCS ainsi que tout excédent en vertu de la police.

La compensation du FSCS s'applique aux titulaires de police qui sont des particuliers, des petites entreprises ou des associations. En règle générale, les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel de plus de 1 million GBP ne seront pas admissibles. Il en sera de même pour les titulaires de police qui sont eux-mêmes des sociétés de services financiers autorisés. Toutefois, pour les contrats généraux d'assurance obligatoires, généralement toutes les sociétés sont admissibles, quelle que soit leur taille ou leur statut d'autorisation.

De plus amples informations sont disponibles sur le site Web du FSCS à fscs.org.uk/what-we-cover/insurance/

Les Administrateurs ne peuvent pas confirmer à ce stade si la compensation est disponible, le cas échéant, pour les titulaires de police non britanniques. Des enquêtes sont en cours concernant la protection des titulaires de police de la Société situés dans d'autres juridictions européennes, en particulier en France, en Italie, en Espagne et en Grèce où une proportion importante de titulaires de police est située. Les titulaires de police devront se renseigner auprès de leurs conseillers à cet égard.

Courtiers et agents

À compter de la date de notre nomination en tant qu'Administrateurs, toute autorité pour les courtiers, intermédiaires, agents et mandataires de comptabilisation sur une base nette avec Elite est retirée. Toute la comptabilité impliquant Elite doit maintenant être faite sur une base principale. Il ne devra y avoir aucune compensation des sommes de toute nature collectées au nom d'Elite sur les paiements dus par Elite à tout autre titulaire de police ou à tout autre créancier de toute nature avec lesquels les courtiers, intermédiaires, agents et mandataires font des affaires, qu'il s'agisse de réclamations, de primes, de dépenses ou autres. Par conséquent, les courtiers, intermédiaires, agents et mandataires qui ont recouvré une somme à titre de réassurance ou d'autres montants au nom de la Société, y compris les primes, devront nous les remettre dès que possible.

Signalement aux créanciers

En vertu de la section 80(1) de la Loi, nous sommes tenus dès que raisonnablement possible et, en toute situation dans les 60 jours suivant la date de notre nomination en tant qu'Administrateurs, d'émettre à tous les créanciers connus une copie de nos propositions de respect des objectifs de l'Administration. Ils seront accompagnés d'un avis convoquant une réunion de créanciers ou, selon les circonstances, une explication de la raison pour laquelle une telle réunion n'est pas requise. Vous recevrez une notification de toute réunion des créanciers, ainsi qu'une copie de nos propositions en temps opportun, sur notre site Web à pwc.co.uk/elite-insurance.

Conduite des administrateurs

En vertu de la législation en matière d'insolvabilité, les Administrateurs ont le devoir d'examiner la conduite des Administrateurs de la Société à tout moment au cours des trois années précédant notre nomination. Notre obligation s'étend de manière à déterminer si une action doit être prise à l'encontre des Administrateurs ou autres pour le recouvrement ou la contribution aux actifs de la Société. Si vous estimez que nous devons connaître certaines informations, veuillez nous contacter en utilisant les coordonnées ci-dessous. Veuillez noter que cela fait partie de nos procédures habituelles et n'implique aucune critique de la conduite des administrateurs.

Autres requêtes et correspondances

Nous utiliserons notre site Web, pwc.co.uk/elite-insurance, comme moyen de fournir des mises à jour urgentes aux assurés et aux créanciers. Sauf avis contraire de votre part, celui-ci sera alors utilisé comme principal moyen de communication pendant l'administration. Si vous avez d'autres questions, veuillez adresser votre demande à l'une des adresses suivantes :

France : Elite-insurance.fr@armourrisk.com

France +44 (0)207 129 8661

Adresse : Elite Insurance Company Limited (in Administration), c/o Armor Risk Management Limited, 20 Old Broad Street, Londres, EC2N 1DP, Royaume-Uni.

Les correspondances ou requêtes pour les Administrateurs conjoints devront être envoyées à : uk_elite@pwc.com

Sincères salutations
Pour et au nom de



Edgar Lavarello et Dan Schwarzmann
Administrateurs conjoints
Agissant en tant qu'agents de la Société et sans responsabilité personnelle

Edgar Lavarello de PriceWaterhouseCoopers Limited Gibraltar et Dan Schwarzmann de PriceWaterhouseCoopers LLP (ensemble les « Administrateurs ») ont été nommés administrateurs conjoints par la Cour suprême de Gibraltar pour gérer les affaires, les activités et les biens d'Elite Insurance Company Limited (la « Société »). Les Administrateurs agissent en tant qu'agents de la Société uniquement et sans responsabilité personnelle.

Edgar Lavarello est autorisé à agir en tant qu'administrateur judiciaire par la Gibraltar Financial Services Commission à Gibraltar (numéro de licence IP FSC 0001 IPA). Dan Schwarzmann est autorisé à agir en tant qu'administrateur judiciaire par l'Institute of Chartered Accountants (Institut des comptables agréés) en Angleterre et au Pays de Galles en Angleterre (numéro de licence IP 8912).

Ils sont liés par le Code de déontologie en matière d'insolvabilité qui se trouve à l'adresse : <https://www.gov.uk/government/publications/insolvency-practitioner-code-of-ethics>

La Société est autorisée et réglementée par la Gibraltar Financial Services Commission. Siège social : c/o PricewaterhouseCoopers Limited, 327 Main St, GX11 1AA, Gibraltar.

Les administrateurs peuvent agir en tant que responsables du traitement des données à caractère personnel telles que définies par la General Data Protection Regulation 2016/679 et toute loi applicable sur la protection des données en anglais et à Gibraltar (le cas échéant), en fonction des activités de traitement spécifiques entreprises. PricewaterhouseCoopers LLP et PriceWaterhouseCoopers Limited Gibraltar peuvent agir en tant que processeur de données sur les instructions des administrateurs. Les données personnelles seront conservées en toute sécurité et traitées uniquement pour les questions relatives à la nomination des administrateurs. De plus amples détails sont disponibles dans la déclaration de confidentialité sur le site Web de [pwc.co.uk](https://www.pwc.co.uk) ou en contactant les administrateurs.